

**N° DP 24/487**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION RELATIVE A L'INSTALLATION DE CASIERS-CONSIGNES DE PLAGES SUR LE DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN A LA SEYNE-SUR-MER**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le projet de convention de mise à disposition, ci-annexé,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de la préparation de la saison balnéaire et afin de renforcer la sécurité des usagers des plages, la Commune de La Seyne-sur-Mer souhaite mettre à disposition des espaces sécurisés pour y déposer leurs effets personnels,

**CONSIDERANT** que par courrier du 19 mars 2024 la Commune de La Seyne-sur-Mer a adressé une demande à la Métropole Toulon Provence Méditerranée relative à l'installation de quatre casiers-consignes de plages gratuits et libres d'accès sur le secteur des Sablettes, de Saint-Elme et de Mar-Vivo,

**CONSIDERANT** que par courrier du 4 avril 2024, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé d'accéder à cette demande en octroyant à la Commune de La Seyne-sur-Mer une convention d'occupation temporaire,

**CONSIDERANT** que cette occupation répond directement à un besoin public, notamment en termes de sécurité publique,

**CONSIDERANT** qu'en raison de l'intérêt général poursuivi par cette mise à disposition consentie pour une durée de 12 ans et de la gratuité du service proposé, il ne sera sollicité aucune contrepartie financière de la Commune,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** la convention de mise à disposition relative à l'installation de quatre casiers-consignes de plages gratuits et libres d'accès sur le secteur des Sablettes, de Saint-Elme et de Mar-Vivo consentie à titre gratuit à la Commune de La Seyne-sur-Mer, pour une durée de 12 ans.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **13 JUIN 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



A handwritten signature in blue ink, consisting of several fluid, connected strokes, representing the name Jean-Pierre Giran.

ASSS VINUL B. P.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
CONSENTIE A LA COMMUNE DE LA SEYNE SUR MER  
RELATIVE A L'INSTALLATION DE CASIERS-CONSIGNES  
DE PLAGES SUR LE DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN  
COMMUNE DE LA SEYNE SUR MER**

**Entre les soussignés :**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, établissement public de coopération intercommunale dont le siège est à TOULON (83000), 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n°

Ci-après dénommée « le Propriétaire » ou « la Métropole Toulon Provence Méditerranée », ou « la Métropole »

**D'une part**

ET

La Commune de La Seyne-sur-Mer, domiciliée 20 Quai Saturnin Fabre, CS 60226, 83507 La Seyne-sur-Mer Cedex, représentée par son Maire en exercice, Madame Nathalie BICAIS, agissant en vertu

Ci-après dénommé « la Commune »,

**D'autre part**

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Dans le cadre de la préparation de la saison balnéaire et afin de renforcer la sécurité des usagers des plages, la Commune de La Seyne-sur-Mer souhaite mettre à disposition des espaces sécurisés pour y déposer leurs effets personnels.

Par courrier du 19 mars 2024 la Commune de La Seyne-sur-Mer a adressé une demande à la Métropole Toulon Provence Méditerranée relative à l'installation de casiers-consignes de plages gratuits et libre d'accès sur le secteur des Sablettes, de Saint-Elme et de Mar-Vivo.

Par courrier du 4 avril 2024, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé d'accéder à cette demande en octroyant à la Commune de La Seyne-sur-Mer une convention d'occupation temporaire dans les conditions fixées ci-après.

**Il est donc convenu ce qui suit :**

#### **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION :**

La Commune de La Seyne-sur-Mer est autorisée à occuper le domaine public métropolitain en vue d'y implanter des casiers-consignes de plages gratuits et libre d'accès, située à LA SEYNE-SUR-MER (Var), sur les secteurs des Sablettes, de Saint-Elme et de Mar-Vivo, conformément aux plans figurant en annexes.

Un premier emplacement situé aux Sablettes, Esplanade Henri Bœuf, à proximité du Carrousel et du kiosque ouest est destiné à accueillir un dispositif de type cylindrique d'un diamètre de 1,70 m.

Un deuxième emplacement situé à Saint-Elme, entre l'Hôtel Gorges Sand et le poste de secours est destiné à accueillir un dispositif de type cylindrique d'un diamètre de 1,70 m.

Un troisième emplacement situé à Mar-Vivo, Plage de Mar-Vivo, destiné à accueillir deux dispositifs de type rectangulaire et mural représentant une occupation totale d'environ 1 m<sup>2</sup>.

La présente convention d'occupation est accordée à titre strictement personnel.

La Commune ne pourra, sous une forme quelconque, transférer, affermer, sous louer, ou autoriser l'occupation même à titre gratuit et temporaire de l'emprise mise à disposition à une personne morale de droit public et privé, ou à une personne physique, sans autorisation préalable expresse de la Métropole Toulon Provence Méditerranée. Toute infraction à cette disposition entraînera la résiliation immédiate de la convention sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception de la Métropole, sans aucune formalité judiciaire et sans indemnité.

#### **ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION :**

La convention temporaire prend effet à compter de sa notification à La Commune.

Elle est conclue pour une durée de 1 an reconductible tacitement d'année en année sans pouvoir excéder 12 ans.

Toute demande de renouvellement de la convention devra être formulée, trois mois au moins avant la date d'expiration, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception à Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée – 107, bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex.

### **ARTICLE 3 – CONDITIONS FINANCIERES :**

Considérant la destination de cette occupation, qui s'inscrit dans le cadre d'un projet intéressant l'intérêt général, et de la gratuité du service proposé au usagers, celle-ci est consentie, conformément à l'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DE LA COMMUNE :**

La Commune :

- Prendra les lieux en l'état sans pouvoir exiger aucuns travaux de la part de la Métropole à quelque titre que ce soit,
- Devra souscrire et délivrer à la Métropole sur simple requête, les polices d'assurance (ainsi que la preuve du règlement des primes) qu'il est tenu de souscrire,
- Supportera tous les travaux nécessaires concernant la mise en place des casiers-consignes de plages, y compris ceux incombant normalement à la Métropole. Elle devra, au préalable, les soumettre pour accord à la Métropole,
- Devra prendre à sa charge exclusive tous les frais inhérents à l'installation, à l'entretien et à la maintenance de ces équipements,
- Fera son affaire personnelle des aménagements nécessaires afin de permettre l'occupation des lieux en toute sécurité et supportera également l'entretien des installations et le nettoyage des lieux,
- S'engage à ne tirer aucun profit à quelque titre que ce soit de cette occupation,
- Acquittera tous les impôts et taxes de toute nature (y compris l'impôt foncier) pouvant être dus en raison de l'occupation,
- Est responsable civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses agissements. A ce titre, elle est tenue de s'assurer au titre de la Responsabilité Civile pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,
- S'engage à signaler à la Métropole toutes informations utiles susceptibles d'avoir une incidence quelconque sur l'occupation et / ou la destination des lieux.

L'inobservation de ces prescriptions pourra entraîner la résiliation de la présente convention.

La Commune déclare expressément renoncer à tout recours de quelque nature que ce soit envers la Métropole.

### **ARTICLE 5 – URBANISME :**

La présente convention est uniquement domaniale et ne dispense en aucun cas la Commune d'obtenir les autres autorisations administratives, lorsqu'elles sont nécessaires, notamment au titre de l'urbanisme.

La Commune est tenue de s'assurer de la mise à jour de tous les certificats et autorisations techniques liés à la présente convention. Ces documents devront être présentés à toute réquisition de l'autorité administrative.

## **ARTICLE 6 – CONDITIONS D'OCCUPATION :**

La Commune prendra les lieux dans l'état où ils se trouvent au jour de la mise à disposition de l'emprise sans recours contre la Métropole pour quelque cause que ce soit et devra occuper lesdits lieux paisiblement.

La Commune sera tenue pour responsable de tout désordre qui pourrait survenir de la part des personnes fréquentant les lieux et ne pourra en aucun cas rechercher la responsabilité de la Métropole.

La Commune se conformera strictement aux lois et règlements d'ordre général, mesures de police générale ou spéciale,

La Commune veillera à maintenir en parfait état de propreté les installations mises à sa disposition. Elle en assurera le nettoyage par ses propres moyens, et régulièrement, afin que la voie publique à proximité ne soit pas souillée.

## **ARTICLE 7 – TRAVAUX :**

La Commune ne peut ni procéder à des constructions, installations ou aménagements à caractère immobilier, autres que ceux mentionnés à l'article 1, ni modifier, ni transformer les lieux attribués, sans le consentement préalable et écrit de la Métropole, sans préjudice des autres autorisations éventuellement nécessaires.

La fourniture, la mise en place et le démontage du matériel sont à la charge de la Commune qui en aura également l'entretien, la maintenance et en assurera la responsabilité. Elle s'oblige à faire procéder à ses frais à tous les contrôles et vérifications, notamment en matière de sécurité des installations, de telle manière que leur utilisation soit compatible avec leur destination définie précédemment.

L'autorisation est strictement limitée à l'emprise nécessaire à l'implantation des casiers-consignes de plages sur le domaine public métropolitain, qui reste propriété de la Métropole Toulon Provence Méditerranée qui pourra réaliser ou faire réaliser des travaux de toutes natures sans que la Commune ne puisse s'y opposer.

## **ARTICLE 8 – EXCLUSION DE RESPONSABILITE :**

En aucun cas, la responsabilité de la Métropole ne pourra être recherchée pour quelque cause que ce soit.

Elle ne pourra être tenue pour responsable des dégradations, vols, ou détournement des biens installés sur son domaine public.

La Commune, en outre, ne pourra prétendre à aucune indemnisation en raison de l'état des dépendances et installations, des troubles et interruptions qu'apporterait éventuellement à son occupation la réalisation de travaux effectués sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole sur les locaux, bâtiments ou terrains à proximité.

Sauf travaux d'urgence, la Commune en sera informée par courrier un mois au moins avant le commencement des travaux. Ce courrier précisera la nature des travaux, la date de réalisation, la durée prévisible, les contraintes et restrictions susceptibles.

## **ARTICLE 9 – RESPONSABILITE DE LA COMMUNE :**

La Commune :

- est responsable civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses agissements. A ce titre, elle est tenue de s'assurer au titre de la Responsabilité Civile pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,



- est responsable de la totalité des équipements, constructions et occupations diverses installés dans l'emprise du domaine mis à sa disposition. Elle est tenue de respecter toutes les réglementations relatives à ces installations.
- déclare expressément renoncer à tout recours de quelque nature que ce soit envers la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

## **ARTICLE 10 – ASSURANCES :**

La Commune s'engage à souscrire les diverses polices d'assurances à jour requises pour couvrir les risques locatifs liés à son occupation par une compagnie notoirement solvable et fournir à toute demande de la Métropole, tous justificatifs et quittances afférentes aux assurances susmentionnées.

La Commune renonce à tous recours contre la Métropole Toulon Provence Méditerranée, et s'engage à veiller à ce que son assureur n'engage aucun recours susceptible d'être formé contre celle-ci.

### **10-1 : Polices d'assurances :**

La Commune devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile.

La Commune est tenue d'assurer elle-même directement tous agencements de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses agents ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les espaces mis à sa disposition.

Pour tout projet autorisé de modification ou aménagement des lieux, objets de la présente convention, la Commune devra souscrire ou faire souscrire par les entrepreneurs agissant pour son compte, des assurances couvrant leur responsabilité contre les accidents et dommages de toute nature survenant du fait ou à l'occasion des travaux et garantissant le la Métropole contre tous recours (vibrations, effondrement, détérioration...).

### **10-2 : Sinistre :**

En cas de sinistre, la Commune aura l'obligation d'entreprendre sous trois mois après sinistre, réparation des dommages ou reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. Passé ce délai, ou si après avoir entrepris les travaux, la Commune ne les poursuit pas avec diligence, la Métropole sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

### **10-3 : Indemnisation :**

Sauf manquement à ses obligations contractuelles, la Métropole ne pourra en aucun cas être inquiétée au sujet d'un accident ou d'un dommage quelconque survenu au cours de l'occupation accordée par la présente convention.

## **ARTICLE 11 – RESILIATION DE LA CONVENTION :**

La présente convention d'occupation sera résolue de plein droit, après une mise en demeure adressée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée sans effet pendant une durée de 30 jours, en cas de non-respect de l'une des conditions stipulées aux présentes.

Elle pourra être résiliée également par la Métropole et la Commune, à tout moment, avant l'échéance, en respectant un préavis de 3 mois.

La cessation de l'activité autorisée sur l'emprise de la présente convention implique obligatoirement le rétablissement, sous 30 jours, des lieux en leur état initial par les soins et

aux frais de la Commune (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage). La Commune reste propriétaire de l'ensemble des améliorations et installations qui ne sont pas attachées à perpétuelle demeure.

A défaut d'exécution, la Métropole est habilitée à se substituer à elle, à ses frais, risques et périls sans qu'il puisse prétendre à une indemnité.

#### **ARTICLE 10 – CONTESTATION**

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera le seul compétent pour trancher les litiges concernant l'interprétation ou l'exécution de la présente convention.

#### **ARTICLE 11 – INFORMATIQUE ET LIBERTES**

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente autorisation font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées à la Métropole par la présente autorisation. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole, aux coordonnées précitées.

#### **ARTICLE 12 – ANNEXE**

- Plans de situation
- Documentations techniques

Fait à Toulon, le

Le Maire de La Seyne-sur-Mer

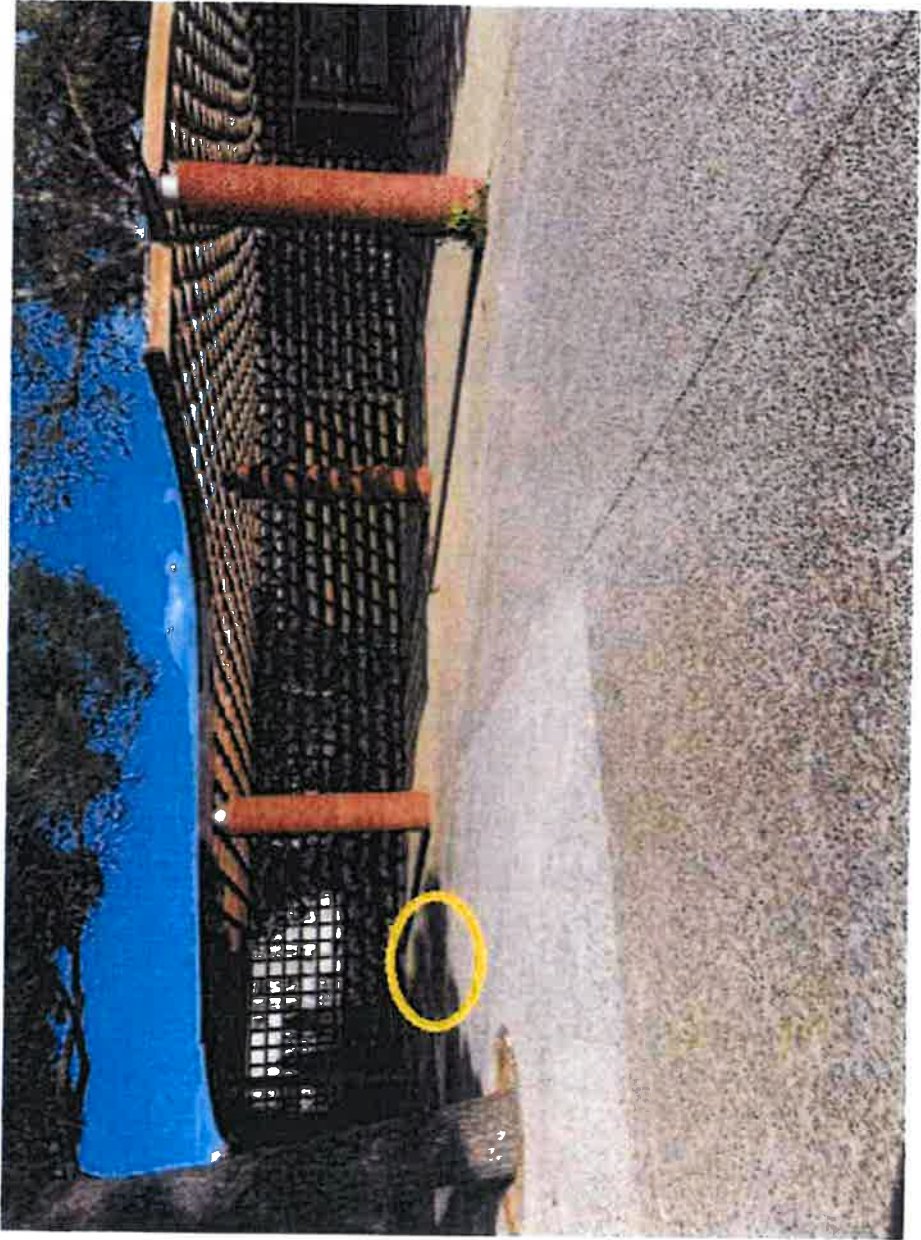
Le Président de la Métropole Toulon  
Provence Méditerranée

Nathalie BICAIS

Jean-Pierre GIRAN



localisation Sobelito Centre







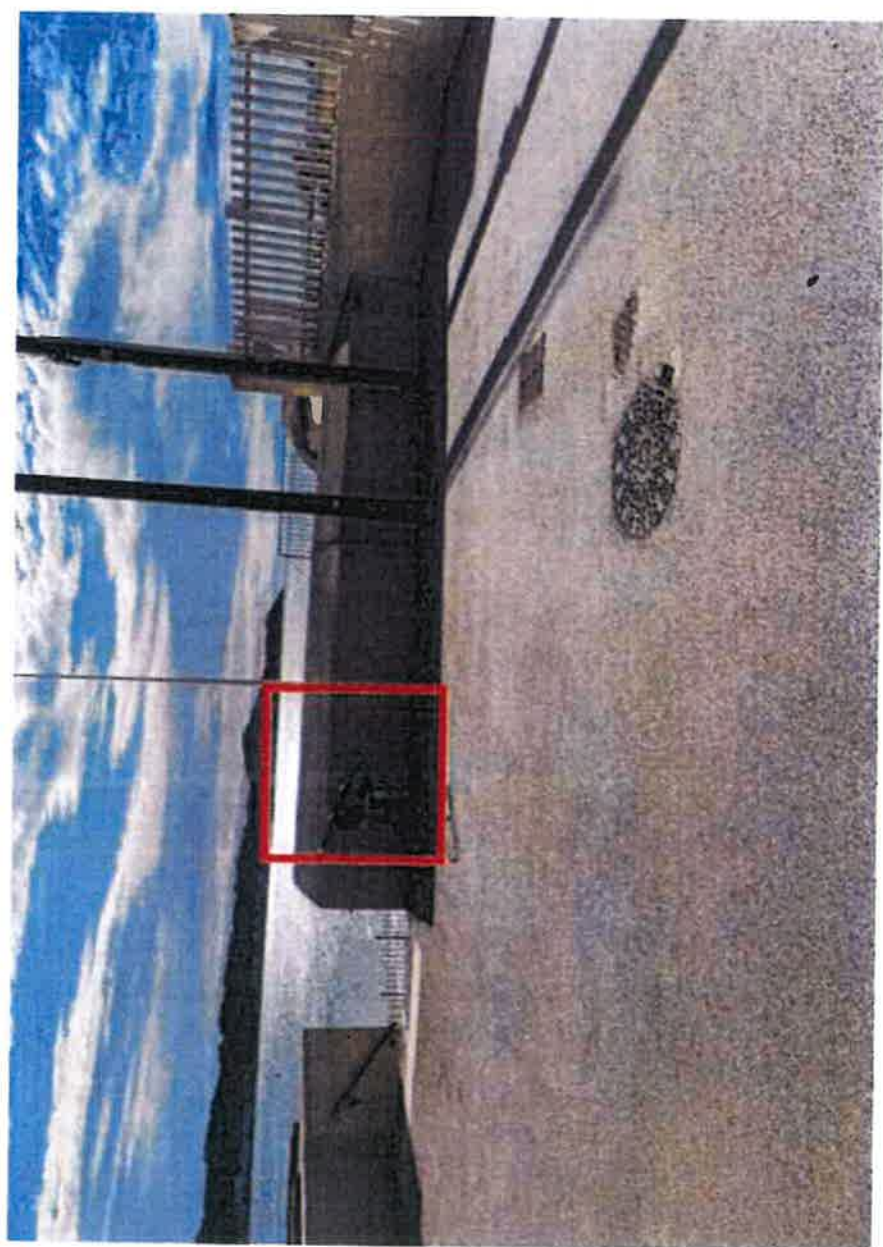
localisation de sandrine



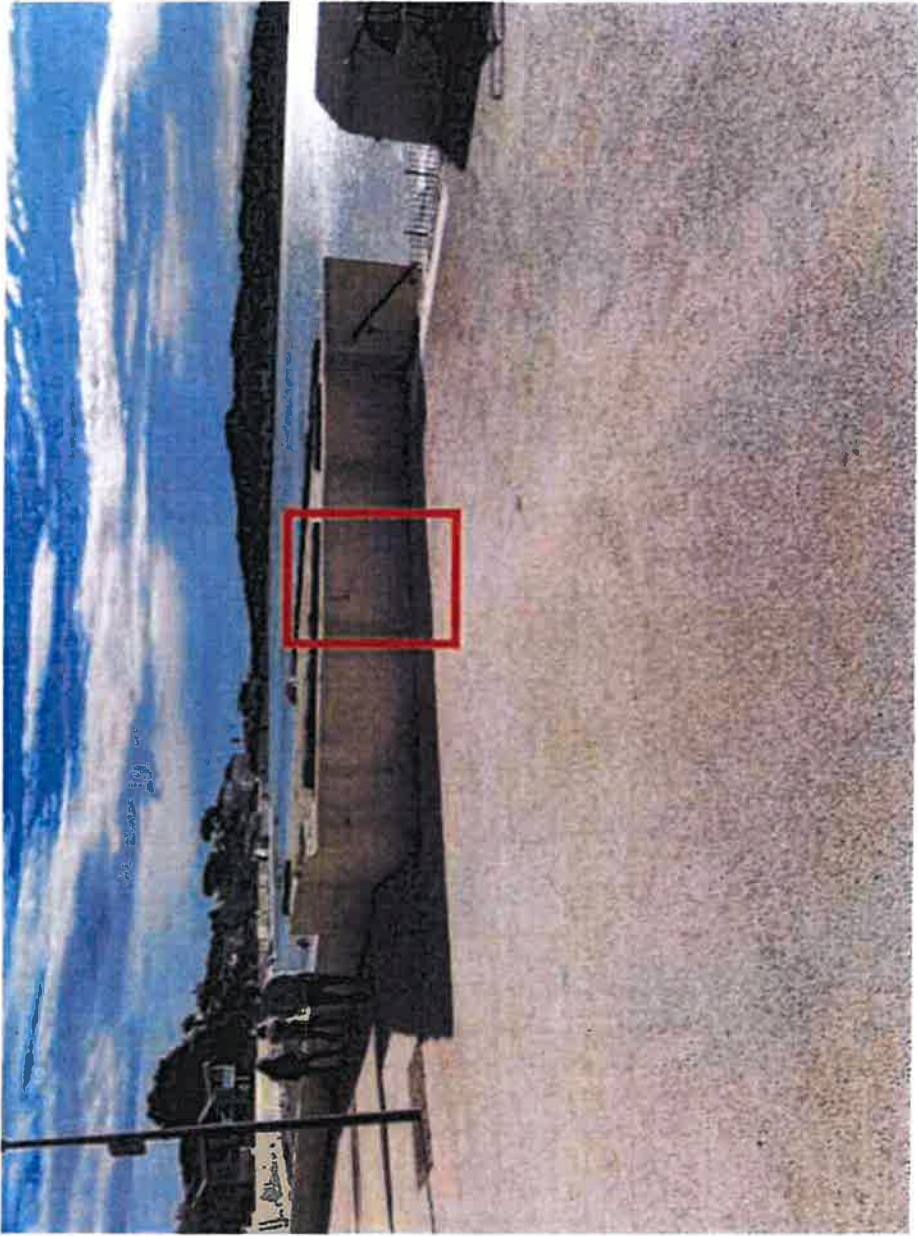


localisation à Norvège.









# Serenity BOX

*La tranquillité de vos vacanciers*

## STRONG BOX



### - 36 casiers

- Volume adapté pour chaque utilisateur

(2 casques de moto, sac à main, sac à dos,...)

- Système de fermeture à clé, simple d'utilisation :

Service gratuit (monnayeur pièce rendue)

Service payant (monnayeur pièce gardée)

- Produit **Inox/ Aluminium** résistants aux UV

### - Clefs incopiables

- Couleur des casiers (RAL de votre choix)

- Système de rappel de porte par sandows

- Mobilité du produit (démontable hors saison)

- Possibilité de fixation sur chape béton ou dalle bois

- Conception et fabrication française

- Option Personnalisation du produit (flocage des casiers)

- Option toit de Paillote

- Fournie avec 1 clé Passe Partout et 1 clé d'extraction  
(pour maintenance éventuelle des serrures)



### Dimensions:

Diamètre: 170cm

Hauteur: 200cm



### Dimensions casier:

Largeur: 36cm

Hauteur: 50cm

Profondeur: 40cm

### Exemple de personnalisation produit



# Serenity BOX

*La tranquillité de vos vacanciers*

## SLIM BOX



### - 12 casiers

- Dimensions Slim Box : H : 190cm - l : 120cm - P : 40cm

- Dimensions casiers : H : 36cm - l : 36cm - P : 40cm

- Système de fermeture à clé, simple d'utilisation :

2 types de monnayeur

Service gratuit (pièce rendue)

Service payant (pièce gardée)



Adossées

- Produit **Inox/ Aluminium**

- Couleur des casiers (RAL de votre choix)

- Personnalisation du produit (en option)

- Mobilité du produit (levage par transpalette)

- Fixation murale et fixation au sol

- Modularité: adossées ou alignées

- Délai de livraison: 6 à 8 semaines



Alignées





La Seyne le 19 mars 2023

Direction Générale adjointe des services  
Cadre de Vie et Ville Durable  
Chargé de mission Maritime  
Tél: 06 80 40 65 65

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**  
Président de la Métropole de Toulon  
Provence Méditerranée

N/Réfs .: CVVD/MLM/OB/VH/CO/n° 6 -24  
Objet : Installation casiers-consignes-Plage des Sablettes

Monsieur le Président,

Dans le cadre de la préparation de la saison balnéaire et afin de renforcer la sécurité des usagers des plages, je souhaite dès cette année mettre à leur disposition aux Sablettes, à l'instar de la Verne et de Fabrégas, des espaces sécurisés pour y déposer leurs effets personnels.

A ces fins, une installation est envisagée à Saint-Elme entre le poste de secours et l'hôtel Georges Sand (côté douche). Ces casiers seraient à cet endroit fonctionnels à l'année afin de satisfaire une demande et un besoin des clubs sportifs nautiques comme notamment celui du longé côte.

Une autre installation est prévue derrière le carrousel à côté du poste de police prochainement installé à la place du snack la Pergola.

Enfin une troisième est nécessaire sur Mar-vivo et se situerait sur le parvis qui surplombe la plage.

Ces trois sites préconisés afin de couvrir le linéaire de toute la plage des Sablettes étant en gestion métropolitaine, je vous saurais gré de bien vouloir délivrer à la ville des AOT à titre gracieux lui permettant ainsi d'installer, normalement en début de saison, ces casiers-consignes de plages gratuits et libres d'accès.

Mes services restent à votre entière disposition pour apporter les éléments techniques nécessaires à l'élaboration de ces autorisations.

Sachant pouvoir compter sur votre diligence, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes meilleurs sentiments.



**Nathalie Bicaïs**  
Maire de la Seyne-sur-Mer  
Vice-Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,  
Conseiller Départemental du Var



● localisation à Nor-Vivo :



localisation a' saut - Elne





localisation Sobletto Centre

Toulon le 04/04/2024

**Jean-Pierre GIRAN**  
Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

à

*Direction Générale des Services*  
Valérie PAECHT  
Directeur Général des Services

*Direction Générale Adjointe des Services  
Finances et Moyens*  
Claude WEISSE  
Directeur Général Adjoint des Services

Madame Nathalie BICAIS  
Maire de La Seyne-sur-Mer  
Hôtel de Ville  
20 quai Saturnin Fabre  
CS 60226  
83507 – La Seyne-sur-Mer Cedex

Affaire suivie par :

Direction de l'Immobilier et du Foncier  
Service de la Gestion Immobilière  
Florian LECLERE  
Mail [fleclere@metropoletpm.fr](mailto:fleclere@metropoletpm.fr)  
Téléphone : 04 94 03 97 58

N/Réf: JPG/VP/CW/CH/SB/FL 2024 n° 235

LRAR: 1A 60 8 812 72.174

**OBJET :** Installation casiers-consignes – Sites Sablettes, Saint-Elme, Mar-vivo

Madame le Maire,

J'accuse réception de votre demande du 19 mars 2024 relative à l'installation de casiers-consignes de plages gratuits et libres d'accès sur le secteur des Sablettes, de Saint-Elme et de Mar-Vivo.

Dans le cadre de la préparation de la saison balnéaire et de la nécessité de notamment renforcer la sécurité des usagers des plages, j'ai le plaisir de vous confirmer par la présente mon accord concernant la délivrance à titre gratuit des autorisations nécessaires à votre projet.

Le Service Gestion Immobilière vous proposera sous peu une convention de mise à disposition relatives à ces occupations.

Je vous prie de croire, Madame le Maire, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



**Jean-Pierre GIRAN**

Président de Toulon Provence Méditerranée